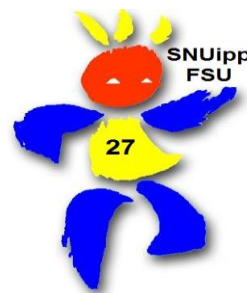


Déclaration du SNUipp/FSU 27
Capd du 24 mai 2018



Monsieur l'inspecteur d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres de la CAPD,

Il aura fallu un an pour que les masques tombent. Pour ceux qui en doutaient encore la bienveillance affichée par M Blanquer n'était en fait qu'un leurre. Les divers textes publiés récemment par le ministère sont une véritable mise sous tutelle des pratiques enseignantes, ils vont mêmes pour certains d'entre eux à l'encontre des programmes.

C'est le retour à une vision dogmatique et fantasmée d'une école idéale qui n'a jamais existé ! Par ces prescriptions rétrogrades, c'est à une véritable mise au pas que veut nous imposer sous sa plume le sergent-major Blanquer. Il oublie qu'enseigner est un métier de concepteur, pas d'exécutant. Pour le SNUipp/FSU la liberté pédagogique n'est pas négociable. Ce que demandent les enseignants c'est de pouvoir travailler en paix, qu'on cesse de leur imposer des injonctions contradictoires. Ce que veulent les enseignants, c'est la réussite de leurs élèves. Ce que veulent les enseignants c'est la reconnaissance de leur professionnalité, du temps, une formation initiale et continue de qualité - pas seulement basée sur les maths et le français-, des effectifs réduits, un salaire décent et surtout pas de concurrence entre eux par l'entremise d'un salaire au mérite qui oppose plutôt qu'il ne rassemble. Les enseignants n'ont pas envie de se vendre. Pour le SNUipp/FSU tous les enseignants sont exceptionnels. Eux qui au quotidien, sans faire bruit essaient vaille que vaille de faire réussir leurs élèves, tranquillement mais modestement, n'ont pas choisi ce métier pour faire de la com. Ce salaire au mérite au contraire ne va engendrer que frustration et découragement. C'est tout le paradoxe de ce système qui est à l'opposé des valeurs défendues par le SNUipp/FSU pour le service public.

Service public d'ailleurs mis à mal par le gouvernement. C'est pour sa défense et son développement que les neuf organisations syndicales représentatives dans la Fonction publique appelaient l'ensemble des personnels à manifester avant hier. En effet, le gouvernement fait peser plusieurs menaces claires. D'abord sur les instances paritaires et leur rôle essentiel dans la défense des conditions de travail. Ensuite sur le

développement de la rémunération au mérite et ses conséquences dont on vient de parler. Puis le développement de l'embauche de contractuels au détriment du statut.

Or, ce statut et l'égalité d'emploi public permis par le concours, sont pourtant une protection indispensable pour les agents de l'état, ainsi mis à l'abri des pressions hiérarchiques, politiques, clientélistes... Ils sont aussi une garantie pour les usagers et la qualité des services qui leur sont assurés . Et enfin, bien sûr, la suppression de 120 000 postes durant le quinquennat. Jamais une telle politique libérale n'avait été menée jusqu'ici en France dernier bastion à abattre dans l'UE. Toutes les mobilisations actuelles participent au refus du modèle de société que le gouvernement souhaite imposer. Aussi, le SNUipp/FSU appelle, dans un cadre fédéral à participer samedi 26 mai aux mobilisations citoyennes pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité.

Venons-en maintenant à l'ordre du jour de cette CAPD. Si les opérations du mouvement se sont globalement bien passées malgré le couac des non-retours des accusés de réception, on le doit encore une fois au personnel de la Diper mais également au SNUipp/FSU 27 qui publie tous les ans, malgré certaines critiques, le tableau des barèmes des collègues ayant obtenu un poste. C'est le seul moyen d'assurer la transparence et l'équité du mouvement.

Une nouvelle fois, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, nous émettons notre désapprobation sur votre choix de refuser certaines demandes de temps partiel ou de disponibilité. En effet, les collègues qui demandent cet assouplissement ne le font pas par plaisir mais dans le but de trouver une harmonie entre leurs vies familiale et professionnelle. Pour le SNUipp/FSU 27, les demandes de temps partiels ou de disponibilité ne sont pas une lubie des collègues mais le moyen le plus harmonieux pour eux de conjuguer vie professionnelle et vie familiale dans les meilleures conditions parfois même en faisant des sacrifices pécuniaires. De plus l'énergie dépensée par les services administratifs pour un gain d'ETP très minime nous paraît disproportionnée. Le SNUipp/FSU 27 demande donc que tous les temps partiels et disponibilités soient accordés.

Nous déplorons également que les demandes d'allègement de service,

pourtant approuvées par la médecine du travail, soient contraintes aux restrictions budgétaires. Preuve en est que tout n'est pas mis en œuvre pour que les personnels, malgré leur maladie, puissent travailler dans des conditions acceptables. Comment vont faire les collègues dont la demande a été rejetée ? Demander des arrêts maladie ? C'est indigne d'un service public du XXI^{ème} siècle !

Quant aux ineat/exeat, nous nous étonnons qu'ils n'apparaissent aucunement dans le planning officiel des réunions fourni par votre administration. Un discours d'orientation ne suffit pas. Comme l'annonce la circulaire ministérielle : « Cette phase d'ajustement permet de résoudre les situations particulières de rapprochement de conjoints non satisfaites ou inconnues lors du mouvement interdépartemental ». Nous vous demandons donc Monsieur l'Inspecteur d'Académie d'organiser la tenue d'un GT ineat/exeat.

En ce qui concerne l'avancement à la HC, le SNUipp/FSU se félicite de voir que le barème permette aux collègues en fin de carrière de changer de grade contrairement à l'ancien système. Mais nous regrettons que tous les collègues retraitables ne puissent pas bénéficier, comme nous le demandions, de cette promotion. Nous soulignons également le manque de considération du ministère incapable de donner le ratio d'accès à cette HC.

Plus inquiétant encore : lors de la dernière CAPD, nous vous avons fait part de la nécessité de l'organisation d'un groupe de travail concernant l'accès à la hors classe. Celle-ci nous avait alors été refusée. Or, il apparaît que nos craintes s'avèrent aujourd'hui fondées. En effet, d'après les remontées de collègues, de nombreux dysfonctionnements surviennent. Ceux-ci sont dus à des interprétations variables dans l'attribution des avis donnés par les IEN et au fait que les collègues n'aient pas eu connaissance de cet avis. Pour des raisons d'équité, nous souhaitons que ce dossier ne soit pas traité lors de cette CAPD.

Il nous paraît primordial qu'un groupe de travail soit réuni sur ce sujet avant validation de la liste des promu(e)s lors d'une CAPD ultérieure.

Dernier sujet, les départs en formation : Le nouvelle formation CAPPEI et le mouvement ne peuvent pas fonctionner en simultanéité les prochaines années. Tout d'abord, nous nous opposons toujours à la titularisa-

tion de collègues sur des postes d'une autre option que celle qu'ils ont obtenue. Pour le SNUipp-FSU, il existe des missions différentes et donc des formations différentes. Ainsi des collègues titulaires d'un CAPA-SH pourront être titularisés sur des postes d'une autre option au détriment de certains collègues titulaires de cette option.

D'autre part, effectuer les départs en formation en simultanéité du mouvement entraîne des difficultés et des incompréhensions. En effet, les collègues ayant demandé un départ en formation ont eu une priorité. Cependant certains obtiennent un poste grâce à celle-ci mais ne pourront partir en formation (alors qu'ils sont passés devant des collègues ayant un plus fort barème au mouvement grâce à cette priorité).

Enfin, les collègues qui ont demandé un départ en formation maître G et qui ont obtenu un poste G ne pourront assumer ces fonctions.

Il n'est pas question de faire du bricolage. Ces missions méritent d'être prises avec sérieux et considération.

Dans ce dossier, il est très gênant que très peu de choses soient écrites dans la circulaire, que le fonctionnement se décide au fur et à mesure et sans concertation. Une clarification des choses est nécessaire et un décalage entre mouvement et départ en formation indispensable.